NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
L'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

SNCF
Secteur Paris Sud-Ouest
Mardi 27 octobre 2020

Couvre-feu et hôpitaux en détresse : Métro-boulot-dodo… et surtout boulot !

L'état d'urgence sanitaire est prolongé jusqu'en février 2021, le couvre-feu étendu désormais à 46 millions de personnes. Eh oui, la deuxième vague est là et continue de monter. Mais pas les moyens de lutter efficacement contre le virus. Car les mesures qui font peser sur la population le poids de la situation sanitaire cachent mal la responsabilité du gouvernement dans la gestion de la crise, le manque de moyens et les contradictions. Ces mesures semblent d'ailleurs bien dérisoires pour enrayer l'épidémie. Impréparation, incohérence ? Pas seulement, car il y a bien une logique : faire des économies et préserver les grandes entreprises, quoi qu'il en coûte pour le monde du travail.

La responsabilité des uns

Dépistage, traçage, protocole sanitaire : le gouvernement gère la crise sanitaire au moindre coût. Dans les Ehpad, la propagation du virus est inquiétante. Dans les établissements scolaires, rien n'a été prévu depuis la rentrée pour soulager les classes surchargées, que l'administration rechigne à fermer, même avec des cas avérés de Covid.

Dans les hôpitaux, la situation est catastrophique. Épuisement, sous-effectif, insuffisance des moyens : les soignants ont bien raison d'être en colère contre le gouvernement, eux qui réclament depuis des années des embauches massives et de l'argent pour la santé. Véran et Macron répètent qu'il est impossible de former du personnel dans des délais si courts. Mais cela fait déjà neuf mois depuis février ! Bien plus que les deux jours de formation que reçoivent les soignants envoyés d'urgence en renfort dans les services de réanimation.

Et comment justifier l'impréparation ? Le manque est criant depuis des années. Et rien n'a été fait depuis le début de l'épidémie. Au contraire, la situation des hôpitaux a empiré. Résultat : des soignants testés positifs contraints de travailler, les congés annulés et des hôpitaux qui craquent déjà. Parce qu'on ne peut pas tout déprogrammer, ni délester les hôpitaux vers d'autres régions, il y a en Île-de-France 30 % de places disponibles en réanimation de moins qu'au printemps pour les malades de la Covid ! À qui la faute ?

La culpabilisation des autres

« *Le meilleur moyen de soulager l'hôpital, c'est de ne pas tomber malade* » a dit Castex. Merci du conseil ! Comme si nous étions coupables de propager la Covid ! Tout ça pour justifier les restrictions, en reportant la responsabilité de la deuxième vague sur la population, dont le quotidien sous couvre-feu devrait se résumer à aller travailler.

Pas étonnant que certains dénoncent les interdictions en cascade qui pèsent sur la vie sociale. Certes il ne suffit pas d'avoir assez de lits de réanimation pour endiguer l'épidémie, il faut aussi des mesures collectives. Mais ce ne sont pas les contrôles de police et les amendes qui vont améliorer la situation sanitaire, alors qu'il faut attendre des jours pour se faire tester et qu'on est obligés – entre 6 heures et 21 heures – de s'entasser dans les transports.

Leur seule logique : nous faire travailler malgré le virus

Le grand patronat, lui ne subit pas toutes ces contraintes. Certains petits patrons doivent fermer boutique, mais les grandes entreprises sont préservées. Après leur avoir offert des milliards avec le plan de relance, le gouvernement veille à ce que les travailleurs continuent à s'y faire exploiter. Dans les entreprises, les masques et le gel hydroalcoolique permettent aux employeurs de se dédouaner de leurs responsabilités en termes d'organisation du travail ou de traçage des cas contacts. Macron l'a rappelé : rien n'est obligatoire pour les patrons. Même pas le télétravail, parfois refusé aux salariés contraints de prendre les transports et de travailler dans des conditions dégradées.

Il n'est pas question de risquer nos vies pour la gagner. Partout, nous devons exiger des conditions de travail sécurisées. La colère contre le gouvernement et ses mesures est légitime, car sa seule boussole est le maintien des profits des grandes entreprises malgré l'épidémie.

Mais qu'elle soit économique ou sanitaire, **ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise !**

Les conducteurs d'Ivry lancent la bagarre

A Ivry les conducteurs TA ont décidé de se faire respecter. Alors que le sous-effectif est la règle, une vingtaine de TA se sont réunis ce mardi pour discuter de leurs revendications, soit 500€ de prime pour cet été, et 200€ par mois tant que le sous-effectif n'est pas comblé. Pour les obtenir, la grève sans reprise de service à partir de vendredi a été votée. Le début de la bagarre pour obtenir les embauches nécessaires dans tous les services !

Nos vies, pas leurs profits.

Des cas contacts lors des LAF (Lutte Anti-Fraude) avec des agents Covid+, mais les LAF continuent. Prendre des risques pour le profit de l'entreprise ? Non merci !

LAF ou pas LAF ?

Tous s'accordent à dire : les transports, ok parce qu'il faut bien aller bosser (sic), mais avec les mesures barrières strictes. Passer sa journée entière dans cet environnement confiné, pas aéré... tout ça pour quoi ? Choper quelques fraudeurs et rentrer de l'argent dans les caisses ? Prenons soin de nous.... quoiqu'il en coûte.

Hypocrites !

Alors que tout revient petit à petit à la normale dans nos locaux : pas de savon, distributeurs de gel hydroalcooliques vides, nettoyage des locaux et cabines de conduite aléatoires ... Nous avons reçu un sms nous demandant d'utiliser l'appli TousAntiCovid.

Aucuns moyens réels et utiles contre l'épidémie, mais pour ce qui est de culpabiliser les travailleurs, SNCF et gouvernement s'y entendent !

Transport public/privé : nouvelle rencontre le 7 novembre

Le 3 octobre, plus de 50 travailleurs de la SNCF, RATP, Keolis, TransDev, TCL, Savac… se sont rencontrés pour s'organiser face à l'offensive du patronat du transport quant à l'ouverture à la concurrence et les conditions de travail. Alors que les directions syndicales négocient en ce moment derrière notre dos, c'est à nous de construire notre solidarité à la base : public/privé défendons nos intérêts et un socle commun nivelé par le haut !

Retrouve notre dossier sur l'ouverture à la concurrence des transports publics dans le dernier numéro de Convergences Révolutionnaires

Travailleurs, ne nous laissons pas diviser

Le gouvernement a ouvert les vannes, l'extrême-droite s'y engouffre : sus aux prétendus *« islamo-gauchistes »* ! On pourrait en rire… mais pas des menaces de mort ciblées, comme contre notre camarade cheminot du NPA Anasse Kazib. Tout ce boucan nauséabond pour faire oublier que les fascistes nationalistes du RN sont les frères jumeaux des fascistes religieux islamistes.

Barbarie et misère sociale ne sont pas des fatalités

Depuis l'assassinat de Samuel Paty, enseignant à Conflans Saint-Honorine, pas un jour n'est passé sans que soient proférés par le gouvernement, la droite ou l'extrême droite xénophobe des propos nauséabonds confondant terroristes islamistes et musulmans ou une partie de la population supposée l'être. Jusqu'à s'en prendre aux rayons halal ou casher dans les supermarchés ou au droit à la binationalité…

L'extrême droite a toujours utilisé la xénophobie comme fonds de commerce, pour diviser les classes populaires, les renvoyer à leur « communauté » et les éloigner de leurs intérêts communs. Elle n'en est pas moins talonnée par Macron et son gouvernement, soucieux de grappiller des voix en alimentant amalgames et mépris.

L'extrême droite propage le racisme, nos gouvernants vendent leurs armes, envoient leurs troupes ou soutiennent tous les dictateurs au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie. Les islamistes tuent depuis des années et leurs premières victimes sont les populations de ces continents. Les uns comme les autres sont les deux bouts d'un même bâton destiné à maintenir l'ordre par la division, voire à terroriser par tous les moyens. Ces ennemis de classe des travailleurs, prêts à dégainer la haine raciale ou religieuse, ont une même devise : que les capitalistes continuent à faire des profits, avec nous les prétendues « brebis » seront bien gardées !

La loi contre le « séparatisme » que prépare Macron n'a pas d'autre but. Sa politique anti-ouvrière, exclusivement en faveur du grand patronat, appauvrit la société et ne fait qu'alimenter le terreau sur lequel poussent l'extrême droite et toutes les formes de fascisme, fanatisme religieux compris.

Face à cela, les travailleurs peuvent changer la donne, se battre toutes origines confondues contre cette société d'injustice et d'exploitation.

La main à la poche, la main à la pâte

L'Étincelle-NPA n'est pas subventionnée, ni par l'État, ni par la direction de la SNCF.

Jusque fin novembre, verse à la souscription !

Contacte nos diffuseurs, envoie-nous un mail, like et partage la page facebook

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

NPA – Etincelle SNCF Paris Sud-Ouest

Web **Convergences Révolutionnaires SNCF Paris Sud-Ouest** ou **Nouveau parti anticapitaliste**

Mail cr@convergencesrevolutionnaires.org

Imp.Spé.NPA